



D 2039 • Pe2  
16-31 décembre 95

**MOTS-CLEFS**

Économie  
Micro-entreprise  
Emploi  
Marché  
Organisation populaire  
Solidarité



**Diffusion de l'information sur l'Amérique latine**

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

**ÉCONOMIE SOLIDAIRE  
PARTICIPATION  
ET DÉVELOPPEMENT LOCAL**

Pour faire face aux situations de pauvreté et à l'écart toujours grandissant entre les pauvres et le reste de la société péruvienne (cf. DIAL D 1896), des initiatives positives sont prises au sein des réseaux, parfois déjà anciens, de "l'économie solidaire". De telles pratiques ne tiennent pas lieu de politique macro-économique, mais elles n'en n'ont pas moins une importance souvent décisive. L'économie solidaire est un instrument efficace et prometteur de dynamisme économique et de promotion humaine.

Il est significatif que les situations de pauvreté et de chômage qui se développent en France suscitent également un regain d'intérêt pour cette forme d'économie. Dans un appel publié dans un journal de chômeurs, plusieurs personnalités françaises déclarent : "La référence à l'économie solidaire se répand dans les discours... L'économie solidaire, c'est d'abord le refus de considérer que la seule solution consisterait à laisser s'épanouir une économie de marché libérée d'un maximum de contraintes, tout en élargissant, pour panser les plaies, le champ des actions sociales correctives. L'économie solidaire ne saurait en aucun cas constituer une "éco-

nomie-balai" qui ramasserait les laissés-pour-compte de la compétitivité. Elle manifeste au contraire la volonté de réconcilier initiative et solidarité alors que ces deux valeurs ont été trop souvent séparées." Les auteurs cités terminent en rappelant que les réalisations de l'économie solidaire "sont porteuses de dynamiques collectives, de modes d'organisation inédits et de propositions novatrices. Il leur reste à se regrouper pour expliciter, approfondir, mettre en synergie et amplifier leurs avancées respectives." (Partage, mensuel d'information sur le chômage et l'emploi, nov-déc. 1995) Un tel souhait ne devrait-il pas être élargi à un échange qui regrouperait indifféremment les pays concernés, qu'ils soient du premier ou du tiers-monde, à savoir des pays qui, de part et d'autre de l'Atlantique, sont rongés de l'intérieur - sinon à l'identique, du moins de façon comparable - par les questions du chômage et de la pauvreté. Au sein même de nos sociétés différentes, nous sommes dans un même monde...

Article de Humberto Ortiz Roca, paru dans Forum Solidaridad Perú, septembre 1995, transmis par le CEDAL-France.

**Qu'est-ce que l'économie solidaire ?**

L'économie solidaire surgit au Pérou des expériences de survie des milieux pauvres, pour améliorer leurs conditions de vie. Sur la base de l'aide réciproque ces populations s'organi-

sent sous des formes diverses afin d'avoir accès à une place dans le marché, mais en partageant les bénéfices économiques, sociaux et culturels qu'ils pourraient recueillir d'une participation, même réduite, à ce marché.

On appellera économie solidaire l'ensemble des formes d'organisation des secteurs populaires, urbains aussi bien que ruraux, tendant à créer leurs propres sources de travail et à se procurer à moindre coût, au moyen de l'aide réciproque, personnelle et sur-

tout collective, l'accès aux produits de première nécessité, tels les aliments, les médicaments, le logement, les services, etc. C'est dans ces pratiques que se cultive et se développe, à des degrés divers, la valeur de la solidarité.

C'est ainsi qu'apparaissent diverses organisations d'économie solidaire dans les secteurs de la production (petites et micro-industries, entreprises autogestionnaires), du commerce (petits commerçants, vendeurs ambulants), des services (ateliers de réparation, fonds de roulement, caisses d'épargne et de crédit) ou de "consommation" (cantines autogestionnaires, clubs de mères, comités de santé, diverses associations de logement, etc.).

Les expériences actuelles de l'économie solidaire combinent l'aspect individuel avec le collectif, de manière de plus en plus créative. Par exemple, un grand nombre de micro-entreprises individuelles ou ambulantes ont créé des associations ou des fédérations leur permettant d'avoir accès aux services communs (crédit, formation, contrats commerciaux ou d'approvisionnement avec le secteur public et privé). Il est vrai que ces expériences sont hétérogènes, qu'elles sont marquées par un fort esprit de compétition et d'individualisme, mais même ainsi, la constante va dans le sens de l'aide réciproque, dans le but d'obtenir en commun ce que, vu la précarité, on ne saurait obtenir individuellement. On peut bien dire qu'en pratique existent là un chemin et une stratégie solidaires, bien que le "degré effectif de solidarité" soit différent en chaque cas.

Enfin, un projet important d'économie solidaire ne se présente pas comme une île à part ou comme "un secteur" de plus de l'économie globale, mais plutôt comme une stratégie invitant l'ensemble des acteurs économiques et sociaux d'un pays, et même au niveau international, à construire une économie nouvelle, non seulement sur la base de la "concurrence" pour obtenir de

meilleurs gains, mais sur celle du "partage" de plus en plus équitable des bénéfices et des connaissances.

A propos de ce qu'on vient de dire, il existe des expériences certes modestes d'entreprises privées partageant leurs connaissances et leur marché avec de plus petites et même des micro-entreprises, etc. L'important est de savoir passer de ces expériences anecdotiques à des attitudes économiques solidaires au sein même du monde de l'entreprise privée traditionnelle.

Combiner les solidarités d'activités économiques du secteur populaire, avec les solidarités initiales que les entrepreneurs mieux placés ont avec ceux qui sont moins bien placés, mais qui ont des potentialités de développement sans avoir l'occasion de les mettre en valeur : telle est la tâche fondamentale. Celle-ci dépend non seulement de la fiabilité de tout grand projet d'économie solidaire mais aussi d'une économie nationale, dépendant autant de la viabilité du marché que du partage des bénéfices. Tel est le chemin d'une nouvelle éthique pour les entreprises et pour le développement.

### **Dimension et organisation de l'économie populaire au Pérou**

En ce qui concerne les organisations de consommation, rien qu'à Lima il y a environ 4 000 cantines populaires et au niveau national près de 7 000, gérées par plus de 140 000 femmes organisées. Il existe ainsi une Fédération de cantines autogestionnaires de Lima et du Callao et une Commission nationale des cantines chargée d'organiser une Centrale nationale<sup>1</sup>.

Rien qu'à Lima, le nombre de vendeurs ambulants approche du million, certains d'entre eux s'étant organisés en fédérations locales (approximativement 30 % de la population économiquement active -PEA- de Lima).

Toujours à Lima seulement, selon une information de la CEUS<sup>2</sup>, on compte

1 - Cf. DIAL D 1950 (NdT).

743 000 micro-entreprises et entreprises artisanales, parmi lesquelles 516 000 sont individuelles et 227 000 embauchent 2 à 4 travailleurs. Ces derniers s'organisent eux-mêmes en associations locales, centrales par Cônes (4 Cônes)<sup>3</sup> et une confédération métropolitaine.

Ces activités représentent actuellement la majorité des unités économiques existantes dans le pays. Selon le dernier recensement économique (INEI 1993), près de 60 % des entreprises sont unipersonnelles ou sont des sociétés à responsabilité limitée et 50 % de ces entreprises se trouvent en quartiers populaires urbains.

Il y a là tout un potentiel de création d'emplois, surtout si nous ajoutons aux chiffres mentionnés les expériences existantes de liaison entre entreprises, (comme dans le cas du conglomérat de la rue Gamarra à Lima), ou de collaboration au niveau d'inventions technologiques.

Cependant, le problème est de savoir quelle participation au marché ont ces activités, quelle part elles représentent dans le revenu national et quelles difficultés elles connaissent dans l'administration de leurs maigres affaires.

On peut dire que, s'il est vrai que les micro-entreprises et les activités artisanales donnent du travail à 75 % de la population économiquement active (PEA), elles ne participent qu'à hauteur de 30 % du revenu national. Seulement 20 % de ces activités croissent économiquement tandis que 80 % d'entre elles ne font que survivre ou subsister.

### **Participation économique et politique**

Face à ces questions, apparaît un défi, celui d'augmenter la participation des acteurs de l'économie solidaire, au niveau de l'économie et de la décision politique.

Actuellement, les groupes économiques oligopolistiques détiennent la

2 - Centrale d'Entreprises unifiées de Lima métropolitaine.

3 - Chaque extrémité de la ville s'appelle Cône (NdT).

présence la plus forte sur le marché national et international<sup>4</sup>. Du fait des privatisations, tant les oligopoles nationaux que les entreprises transnationales s'accroissent. Cependant, l'expérience concrète montre que non seulement ils n'induisent pas de nouveaux postes de travail dans leurs entreprises, mais qu'ils n'établissent aucun échange économique avec les micro et petites entreprises locales. Ils préfèrent acquérir à moindre coût, à l'étranger, matières premières et pièces de rechange.

Quant aux contrats de production avec l'État, ce sont les fédérations de grandes entreprises (Société nationale des industries) qui captent les contrats et choisissent ensuite les micro-entreprises invitées à participer.

Du point de vue politique, le lien est encore faible entre associations et fédérations d'entreprises populaires d'une part et gouvernement central d'autre part, même si l'État annonce qu'il va étendre ses programmes aux micro-entreprises.

Au niveau des gouvernements locaux, on a perçu une attitude plus favorable à l'égard des activités économiques locales. Là, une tension s'est fait jour : soit considérer ces nouveaux acteurs économiques comme de simples "contribuables du fisc", soit les voir comme les acteurs d'un nouveau développement intégral local. En certains cas, comme dans le Cône Nord de Lima et en certaines expériences de provinces (Ilo), on a vu progresser une vision plus favorable aux activités économiques populaires. Ces cas ne sont cependant pas majoritaires.

### **Partir des espaces locaux et régionaux**

Face à un scénario macroéconomique d'ajustement structurel engendrant plus de pauvreté, face à un marché le plus souvent subordonné au pouvoir

4 - Une excellente réflexion sur l'importance historique de la démocratisation du marché est présentée par Luis Razeto dans son livre "Economía de solidaridad y mercado democrático", PET, Chili, 1989.

de la grande entreprise, en l'absence de canaux de participation des citoyens face au gouvernement central, il devient nécessaire de proposer des chemins nouveaux qui, à partir de l'articulation croissante d'économies locales et régionales, engendrent un nouveau processus de développement.

En chaque district, province ou région, il est possible d'ébaucher une stratégie basée sur la mise en valeur des circuits d'échanges à partir de l'économie solidaire entre les secteurs de production, commerce, services, consommation, finances, entités locales technologiques (Centres, Instituts technologiques, universités) d'une part, et les gouvernements locaux et régionaux d'autre part, en vue du développement des économies et des sociétés locales.

On peut prendre en exemple les programmes de crédit conçus par des entités autogestionnaires locales pour permettre les échanges entre producteurs, commerçants et consommateurs locaux. Programmes de parcs industriels et artisanaux, centres d'exposition de machines, banques locales d'aliments et de médicaments, centres de stockage et de distribution. Programmes d'amélioration des technologies locales, de formation en gestion d'entreprises au sein des instituts de technologie locale. Programmes de promotion aux exportations à partir des chambres de commerce locales, ou d'appui à la "formalisation progressive" des entreprises et du marché, à partir des gouvernements locaux.

La stratégie centrale consiste à optimiser les avantages comparatifs et compétitifs, à promouvoir le financement autogestionnaire<sup>5</sup>, le progrès technologique, la cogestion avec les gouvernements locaux de programmes de développement. Dans cette stratégie, il conviendra d'inclure même les relations avec les secteurs oligopolistiques et transnationaux,

5 - Ce financement pourrait être alimenté au moyen de conversions de dettes en investissements sociaux, projet promu par le Forum de solidarité avec le Pérou.

afin de drainer leurs ressources financières et excédents locaux. Les instruments pour cela seront des plans intégraux, articulés, négociés, concertés, de développement local et régional.

Il s'agit de mettre en place les facteurs d'un nouveau pouvoir, local et régional.

### **Expériences internationales**

#### *L'Espagne*

Une référence importante à l'échelle mondiale en ce qui concerne l'économie solidaire est l'expérience des coopératives de Mondragón, au Pays basque espagnol. Une expérience d'organisation économique qui a commencé à la fin des années 50 avec un prêtre diocésain<sup>6</sup> et cinq jeunes diplômés d'une école polytechnique qu'il avait lui-même mise en place. Ils ont impulsé le développement de coopératives de production, de recherche technologique, de marché, de banque (Caisse populaire du travail), de sécurité sociale (Lagun Aro), d'éducation en système intégré, donnant aujourd'hui du travail à 22 000 personnes. Ces coopératives sont compétitives sur le marché local et international, (elles exportent 25 % de leur production et la Caja Laboral investit dans les principales Bourses de valeur du monde), mais elles doivent rester attentives aux mutations du marché mondial et des technologies. C'est en ce sens que le Groupe coopératif Mondragón a été fondé, auquel participent 107 coopératives (6 milliards de dollars d'actifs et un chiffre d'affaires de plus de 3,5 milliards de dollars). Un système autogestionnaire articulé avec le système public national gère la sécurité sociale de même que les retraites.

#### *Le Canada*

Il existe un important réseau de Caisses populaires, fondées de façon très précaire, il y a cent ans, à l'ombre des paroisses animées par des prêtres qui travaillaient avec les pauvres

6 - Le P. José María Arizmendiarieta.

(pêcheurs, bûcherons, agriculteurs). Ils ont créé tout un réseau de caisses avec des fédérations régionales, comme la Fédération acadienne de New Brunswick et des confédérations nationales comme la Confédération Des Jardins. Aujourd'hui, les Caisses populaires du Canada captent, à elles seules, 50 % de l'épargne nationale.

Le dénominateur commun de ces expériences est d'avoir commencé à partir du local, d'avoir mis en relation les petites entreprises, d'avoir mis en oeuvre une pratique éthique et une éducation aux valeurs. En bien des cas, avec le temps, les valeurs fondatrices ont été oubliées. La formation éthique est la clé de tout nouveau projet stratégique.

### **Globaliser la solidarité**

Il s'agit d'avancer dans la construction d'un projet national et international de solidarité, dont la base économique serait justement l'économie solidaire, qui fait partie de l'effort de construction d'une nouvelle civilisation capable d'affronter le prochain millénaire. Le chemin qui y conduit consiste dans la mise en valeur des expériences solidaires, dans la mise en relation structurée et stratégique des divers groupes de solidarité avec le tiers monde existants dans les pays du Nord<sup>7</sup>, dans l'établissement de liens entre les expériences concrètes

*7 - En ce sens, le réseau du Forum de solidarité avec le Pérou revêt une grande importance. (Le Forum de solidarité avec le Pérou est un groupe constitué à Lima, dont le bulletin publie le présent article d'Humberto Ortiz Roca, NdT).*

d'apports réciproques. Il s'agit donc d'un projet à long terme, fondé sur des expériences qui existent déjà. Il s'agit aussi de son développement face au modèle néolibéral qui génère sur toute la terre des diasporas de plus en plus grandes, et qui passera à l'histoire comme celui qui a engendré la pauvreté en ses grandes dimensions ainsi que l'exclusion sociale.

Il nous faut donc tracer un chemin nouveau de démocratisation de l'économie et de la société qui impliquera la transformation du marché, de l'État, la construction d'une nouvelle éthique, d'un nouveau paradigme de développement, en vue d'une nouvelle civilisation.

*Traduction DIAL. En cas de reproduction mentionner la source DIAL.*

---

**DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 72 77 00 26 • Fax 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.**

Abonnement annuel : France 395 F • Europe 440 F • Avion Amérique latine 500 F • USA-Canada-Afrique 490 F • Prix d'un dossier : 6 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris  
Tél. (1) 43 37 87 14 - Fax (1) 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176, rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. (1) 44 18 60 50  
Fax (1) 45 55 28 13.